

Alter Sommet : pour un « Sommet des Peuples et des Alternatives »

Felipe Van Keirsbilck

Syndicaliste (CNE CSC Belgique),

membre du Comité de coordination de l'Alter Sommet

Les organisations et les luttes européennes se réunissent à Athènes les 7 et 8 juin. L'unité d'action des mouvements sociaux européens est absolument nécessaire (et elle n'est pas absolument impossible...)

Les récents événements autour du « sauvetage » de Chypre permettent de tirer deux conclusions différentes. D'un côté ils confirment que l'Europe s'est engagée dans une impasse « austéritaire », basée sur la soumission aux marchés (spécialement les marchés financiers) et sur la compétition généralisée (notamment la compétition fiscale). Mais, d'un autre côté, ils pourraient aussi montrer que les solutions économiques et techniques sont à portée de la main (un prélèvement massif sur les grandes fortunes, ou un contrôle des capitaux, qu'on nous présente comme des impossibilités majeures quand nous avançons nos propositions, ne font apparemment pas problème lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les solutions de M^{me} Merkel...). Seule manque la volonté politique de rompre clairement avec les logiques ultralibérales qui nous ont conduits à la pire crise depuis 1929, et qui continuent à guider toutes les réponses de la Troïka et des gouvernements européens. Le problème demeure toutefois que, malgré un assez large consensus dans les organisations et partis progressistes sur les principales réponses souhaitables, cette volonté politique continuera de faire défaut tant qu'un mouvement social européen unitaire et déterminé ne l'imposera pas.

C'est pour cela que la *nécessité* d'unifier l'action des mouvements sociaux en Europe autour de quelques objectifs politiques urgents et communs relève

de l'évidence. L'euro est sauvé... pour la énième fois, mais le modèle social européen et la démocratie elle-même sont en profond danger. Et les résistances nationales, si déterminées et si créatives soient-elles, ont montré leurs limites. Les cris d'un million de manifestants à Lisbonne, Madrid, Rome ou Athènes ne produisent, semble-t-il, qu'un léger murmure à Francfort ou à Bruxelles...

Pour passer de cette évidente nécessité à la possibilité de l'unité d'action, il faut diffuser au-delà des cercles militants le « narratif » correct de la crise, sur deux plans.

D'abord, souligner que son origine, sa profondeur, sa dimension sont essentiellement politiques. Si, en 2008, après l'éclatement de la crise des « subprimes », on a pu entendre des déclarations de Sarkozy ou du G20, mettant en cause le capitalisme « immoral » et promettant de le mettre au pas (et d'en finir avec les paradis fiscaux...), dès la fin de 2009, avec la contamination des budgets publics, le discours a changé : le problème est devenu « le coût de la protection sociale », les « dépenses excessives des États », et le niveau des salaires... Donc remplacer le narratif « fatalité de la crise économique » par celui d'une crise aux origines politiques, et dont les solutions sont politiques.

D'autre part, il faut reconnecter les luttes nationales concrètes avec cette explication européenne. Les comités de solidarité dans les quartiers d'Athènes ou de Thessalonique, par exemple contre les coupures d'électricité, ou les mouvements contre les expulsions des logements en Espagne, sont confrontés à des enjeux très concrets et très locaux, et à des législations ou des forces de police nationales. Il nous semble essentiel que derrière ces enjeux, bien réels, apparaissent les causes communes qui sont des choix de politiques européennes. Tant qu'il y a une séparation entre les cercles de militants qui ont une vision de la logique austéritaire de la troïka et de l'UE, et les luttes des travailleurs, des pauvres, des habitants sur des enjeux très concrets, nous aurons une impuissance globale des mouvements sociaux. C'est pourquoi les pouvoirs et les médias à leur service développent un discours « économique » et « national » au sujet de la crise. Derrière ce tour de passe-passe, ce qui est visé c'est tout le modèle social européen et la *démocratie réelle*.

La démocratie : pour quoi ? Comment ?

Au cours du xx^e siècle, sous des formes et à des rythmes divers, une démocratie consistante s'était mise en place dans les États d'Europe de l'Ouest ; dans les pays d'Europe de l'Est, si la liberté politique était niée, un certain nombre de progrès sociaux (éducation, santé, logement...) ont été garantis – correspondant à des droits reconnus comme fondamentaux par la Déclaration des droits de l'homme de 1948.

Il est essentiel de se souvenir que le projet de démocratisation des sociétés oligarchiques du XIX^e siècle visait bien plus qu'un ensemble d'institutions et de procédures (électorales, législatives...) : qualifier une démocratie de consistante, c'est lui assigner un objectif central, assorti d'un moyen nécessaire. L'objectif premier n'était pas la « qualité de la gouvernance », la légalité des procédures, mais le progrès de l'égalité réelle des citoyennes et des citoyens. Égalité non pas seulement dans l'isoloir mais dans l'accès réel aux ressources essentielles : savoir et culture, sécurité d'existence, pouvoir de décision.

Poursuivre un tel objectif imposait de se donner les moyens de rompre avec l'égalité factice, postulée hypocritement. « Dans sa majestueuse impartialité, la Loi interdit à tous, au riche autant qu'au pauvre, de dormir sous les ponts et de voler du pain » ironisait Anatole France il y a un siècle : revendiquer l'égalité c'était d'abord constater l'inégalité, et chercher à opposer, la puissance de l'action collective au pouvoir de l'argent et des privilèges accumulés. Car, longtemps déjà avant Berlusconi et Sarkozy, les privilèges et la fortune ont permis d'exercer du pouvoir non seulement sur les personnes et sur les biens, mais aussi sur les mécanismes de décision et d'élections. C'est pourquoi, à celui qui veut l'égalité réelle, jamais aucun Parlement, même élu selon la plus admirable des constitutions, ne saurait suffire.

L'égalité pour principal objectif, la liberté d'action collective pour ressort essentiel, voilà ce qui définit une démocratie digne de ce nom, et voilà ce qu'elle commence à perdre, en tout cas à partir de Maastricht (1992) lorsque la construction européenne, sous l'emprise de la révolution néolibérale, substitue progressivement à la souveraineté des États un système politique complexe dans lequel les dirigeants nationaux construisent ensemble, « à Bruxelles », les contraintes politiques dont ils ont besoin et qu'ils s'empresseront de dénoncer dès leur retour dans leur capitale.

Il ne s'agit évidemment pas ici de rejeter l'idée d'Union européenne ; si nos démocraties ont connu des jours meilleurs, ce n'était certes pas par une vertu magique de la nation – et le repli nationaliste serait la pire des solutions – mais grâce à la puissance des luttes sociales.

À cet appauvrissement de la démocratie, la crise de 2008 a donné un coup d'accélérateur dramatique. Si la totalité des gouvernements applique des politiques d'austérité socialement ravageuses, démocratiquement suicidaires et économiquement absurdes, ce n'est pas qu'ils soient tous frappés d'imbécillité simultanée : c'est qu'ils voient dans la crise l'opportunité unique de réaliser en quelques années ce qu'ils n'ont pas su faire en 30 ans : le basculement vers un régime austéritaire, résolument au service de la compétitivité et du profit.

Face à cette « révolution silencieuse » (comme l'appelle Barroso lui-même), tous ceux qui sont attachés à une démocratie réelle – celle qui ne se satisfait pas de légalité, mais veut l'égalité – voient donc bien la nécessité et l'urgence

de l'unité d'action entre les syndicats, les mouvements sociaux, les acteurs culturels et scientifiques, et les dirigeants politiques qui n'ont pas encore renoncé au progrès.

Mais *comment* construire les bases concrètes d'une coordination renforcée qui tienne compte de la diversité des situations nationales, des cultures d'organisation et des types de mouvements ? C'est l'objectif central de l'Alter Sommet, réseau d'organisations syndicales et de mouvements sociaux (écologistes, féministes, de travailleurs précaires...) issus de 20 pays d'Europe, réunis autour d'un appel assez court, pointant la dimension historique et politique de cette « crise » (lire cet appel sur www.altersummit.eu). Nous avons identifié trois conditions de possibilité.

1. La première de ces conditions – désormais en grande partie réalisée – a été de mettre en place un réseau respectant les équilibres entre composantes (notamment entre syndicats et mouvements) et entre régions d'Europe, doté de règles de fonctionnement claires – ce qui faisait défaut aux forums sociaux européens. L'Alter Sommet s'inscrit donc dans l'esprit des FSE (« Une autre Europe est possible ! ») mais ne veut ni les répéter, ni les remplacer. L'Alter Sommet a aussi clarifié la relation aux forces politiques : si nous voulons réellement forcer un changement des politiques de l'UE (nous opposer au *Fiscal Compact*, à l'austérité, à la destruction des conventions collectives...), il faudra l'union de toutes les forces. Nous appelons donc les personnalités politiques qui souscrivent entièrement à nos objectifs à nous rejoindre – mais nous ne souhaitons pas que des partis en tant que tels participent à la direction du mouvement ; et nous ne souhaitons pas non plus que ce soit des partis qui nous « représentent » : le mouvement social n'a pas besoin de porte-parole ; chacun doit mener la lutte sur son terrain : les syndicats dans les entreprises, les mouvements sociaux dans leur espace, les partis dans les parlements et les débats politiques...
2. La seconde condition reposait sur l'expression d'un nombre limité de priorités politiques suffisamment communes et très urgentes : c'est en cours ; nous aurons bientôt défini nos objectifs communs sur la dette, l'austérité, la transition vers un modèle écologique et social et la « socialisation » des banques. Il est essentiel de rester avec une liste courte de priorités, sinon il sera impossible de créer un réel rapport de forces commun.
3. La troisième grande condition de possibilité constitue pour nous le défi des prochaines semaines : s'assurer que la convergence des forces vers un « Sommet des Peuples et des Alternatives », les 7 et 8 juin à Athènes, ne soit pas une simple conférence de « spécialistes européens » mais une réelle mobilisation populaire, ancrée dans les réalités et dans les luttes nationales. Dans plusieurs pays les coordinations nationales travaillent à réussir cette mobilisation.

Nos adversaires – Madame Merkel, Messieurs Draghi ou Barroso, etc. – ont su faire de la crise financière une fantastique opportunité pour tenter d'imposer leur vision de la société. Il n'est pas encore certain que nous ne puissions pas en faire autant. ■



La stabilité politique n'est pas encore pleinement réalisée en Tunisie